L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

Bureaux 73 rue de Chartres

NOUVELLE-ORLEANS

DIMANCHE MATIN, 20 JUIN

FEUILLETON

A la Troisième Page.

Nouvelles d'Angleterre.

Londres, 2d mai.

Jeudi soir, M. Forster (vice-président du département de l'instruction publique) et M. Miall, tous deux membres du Parlement, eurent occasion la parole à un nombreux meeting de leurs électeurs, à Bradford.

L'alderman Brown, qui présidait la réunion, a rappelé les services rendus par M. Forster, à l'éducation nationale.

L'alderman Lail a proposé une résolution ayant pour objet de le féliciter à propos de sa nomination comme membre du gouvernement, et de lui assurer la continuation de la confiance et de l'appui du parti libéral de Bradford.

La résolution a été votée par acclamation.

Vient le passage du discours de remerciements proposé par M. Forster, qui a pour objet les rapports des Etats-Unis avec l'Angleterre.

"Il est bien entendu, a-t-il dit en débutant, que je ne parle qu'en mon propre nom, que je n'ai consulté, à ce sujet, aucun de mes collègues ; ce que j'ai à dire n'engage donc aucunement leur responsabilité. Vous savez à quoi point je désire le maintien de la bonne entente entre les Etats-Unis et nous ; vous savez les efforts que j'ai faits dans ce sens. Vous le savez d'autant mieux que vous vous êtes associés à mes efforts à une époque où la paix pouvait être mise en péril par ce qu'on aurait pu faire en Angleterre. Vous n'avez aidé de tout votre pouvoir à faire tout ce qui était possible pour écarter le danger, à éviter pour l'Angleterre la responsabilité d'un conflit avec nos frères d'Amérique. Ce danger-là ne vous a pas effrayé davantage, mais je pense qu'il a été grand. Je voudrais qu'au lieu de parler ici à mes commettants de l'encouragement de la paix, j'eusse à leur parler américains ; car je crois avoir des amis en Amérique.

"La raison qui me fait aborder ce sujet, c'est le discours de M. Sumner, un de mes amis, dirons-nous qu'il a singulièrement accusé l'désunion publique. Je n'ai pas besoin de faire l'éloge de l'homme. Le peuple de Bradford est au courant des questions qui se traitent en Amérique. Je les ai toutes suivies avant, durant la guerre civile, et depuis. En lisant que M. Sumner a souffert pour la cause du droit, qu'il a subi la persécution, les injures, les outrages pour le cause des esclaves, et que son nom est cher à ma de son pays a été celle d'un patriote et d'un défenseur de la bonne cause. M. Sumner, dans son discours auquel je viens de faire allusion, m'a fait l'honneur de citer les discours que j'ai eu moi-même prononcés. Il ne peut donc trouver mauvais que je le cite à mon tour. Je déplore grandement le terrain sur lequel il s'est placé. Nous avions pensé à notre gouvernement, de notre côté, qu'il serait mieux vaincu qu'il fût installé. Mais ce n'est à une affaire de pure étiquette, qui ne devrait devenir une cause réelle de discorde entre deux nations." (Applaudissements unanimes.)

L'orateur affirme que le gouvernement et le peuple d'Angleterre sont maintenant de toute pensée de neutralité. Il exprime sa confiance dans la conservation de la paix. (Applaudissements.)

M. Forster a parlé dans les termes les plus nets de la question des terres en Irlande :

"M. Bright a proposé un plan relativement à la question des terres en Irlande. Je ne dirai pas quelle est mon opinion sur cette question parce que je ne m'en suis pas fait, mais il m'semble que le défaut du plan de M. Bright a été qu'il en ait un, est de se montrer trop généreux envers les propriétaires des terres, car ce plan leur offre, dans le cas où ils se montrent disposés à vendre, et pas autrement, plus que la pure valeur de leurs propriétés. Et c'est là ce qu'on appelle une spoliation de la propriété, et parce que M. Bright est l'auteur d'un tel plan, on lui reproche les assassinats que des misérables commettent en Irlande. Réellement, ces adversaires devraient être honteux de salir ne fut-ce que d'une épithète aussi flétrissante. Ce serait une honte de la part de M. Gladstone ou de ses collègues d'occuper le Parlement d'une grande question avant d'y être suffisamment préparés. Nous savons, cette année, à panser l'Irlande et à lui rendre justice, c'est là certainement une noble tâche ; l'année prochaine, nous ferons tous nos efforts pour nous acquitter des autres misères qui nous sont imposées."

— On ne sait trop qui avait eu l'étrange idée de convoquer dans un meeting tous les pauvres de Londres sans habitation. Ce meeting a eu lieu samedi dans Hyde Park, sous la présidence d'un certain Johnson. C'était la réunion la plus grotesque qu'on puisse imaginer ; cependant à mesure survient, qui semblaient être échappés des différentes maisons de refuge de Londres, assistaient seuls à cette réunion. Le président a ouvert la séance par un discours qui aurait soulevé les huées dans toute autre assemblée. Cependant le premier toujours au dernier mot un tortrait d'invective contre toutes les classes de la société, disant que la pauvreté venait de la négligence et de l'indifférence des classes supérieures. Les autres orateurs n'ont fait que broder sur le même thème. Un gentlemen est à la Chambre des Communes y est été traité d'un tas de canailles ensemble. un des orateurs a été jusqu'à dire qu'on devrait envoyer avec pour la possibilité d'une guerre avec les Etats-Unis comme pouvant faciliter l'envahissement du Canada par l'Irlande. On a leur tour arraché d'une grande attitude pour les Américains contre l'Angleterre. Un autre a dit qu'on devrait brûler les villes, jusqu'à ce qu'il n'y ait de reste ni riche ni misérable dans tout le royaume. Une résolution a été votée en faveur de cette proposition.

On a terminé par cries de la non intervention dans la politique dans ce meeting. Pourquoi faire ? Il n'avait réussi laisser le meeting ouvertement ridicule. Chacun qui est arrivé le meeting a été dissous comme il a été venu. Les personnes qui formaient l'assemblée ne sont désormais plus à craindre. Ils vont pour aller coucher dans les maisons de refuge, ou se livrer à leurs jeux de nuit.

MM. Laird, les constructeurs de l'*Alabama*, adressent aux journaux anglais une longue lettre ayant pour but de repousser le reproche qui leur a été souvent adressé d'être la cause du différend anglo-américain. Ces messieurs font remarquer que leur nom s'est borné à construire le navire et qu'ils sont restés tout à fait étrangers à son armement. Leur industrie, depuis plus de trente ans, a été de construire des navires de guerre pour le gouvernement anglais pour les gouvernements étrangers qui s'adressaient à eux et pour ceux qui s'adressaient à eux par l'intermédiaire d'agents.

L'*Alabama* a été construit dans leurs chantiers en vue et au su de tout le monde, si l'on ne pas pour de jour sans qu'il fut visité par de nombreux étrangers et même par des fonctionnaires anglais. Le gouvernement de la Reine a été averti par ses fonctionnaires, dès le 28 juillet 1862, que le navire était prêt à prendre la mer et pourvu qu'il partir le Mersey à bref délai. Le gouvernement anglais, qui aurait pu alors saisir le navire, n'en a pas manifesté la moindre intention. Les autorités britanniques étaient donc bien convaincues elles-mêmes de la légalité de ce qui se faisait, et MM. Laird, qui n'ont fourni à l'*Alabama* ni armes ni charbon, ni engins de guerre d'aucune espèce, ne sont bornés à exécuter l'engagement pris par eux de construire un navire et de le livrer sans armes ni équipement dans le port de Liverpool. Ces messieurs soutiennent en outre qu'ils n'ont jamais été informés par l'Amirauté que le navire en était traité que l'*Alabama* fut destiné à être armé dans un port étranger et ils n'ont appris que par les journaux, tout comme le public en général, que le navire était parti pour les Açores.

Les auteurs de la lettre s'appuient sur l'opinion d'un grand nombre de jurisconsultes éminents pour prouver que leur conduite, en cette circonstance, était parfaitement légale, et sur les déclarations de lord Clarendon et de sir Roundell Palmer pour établir que ce navire, qui quittait le Mersey, n'avait à bord aucun armement.

MM. Laird prétendent ainsi que le prix qu'ils ont reçu pour l'*Alabama* est la ferveur de celui qu'ils ont reçu de construction d'un tel navire dans un port du gouvernement qui se, en cas de conflit de soumettre un tel navire de guerre qui leur avait été demandé pour un port du gouvernement confédéré, on n'ait pas qu'ils demandent le leurs droits, mais parce que, à la suite des discussions qui avaient été soulevées à prop a de l'interprétation de certaine droits des neutres, ils n'ont pas voulu, par leur conduite, fournir des arguments à ceux qui paraissaient disposés à ne pas en déclarer pour la défense de la stricte interprétation de ces droits, au moment où leurs intérêts étaient en jeu.

☞ La rose de la Loterie de la Louisiane tournera de nouveau samedi prochain pour le grand tirage de $30,000. Il n'y a que 10,000 billets. — Prix du billet, $12 seulement. — La question est celle-ci : Avez-vous votre billet ?

— Une remarque en passant, Wash-burn d'qu'ils soi-disant, "qui notoie je suis sûr.

Voilà, entre-nous-en, un mot bien bon pour caractériser les relations futures entre les Etats-Unis.

(*Figaro*)

En ce moment, dans une de nos grandes paroisses, un maire divorçant, spécialement chargé pour le mois de juin, avait à fonctionner sur neuf mariages. Quelques-uns de ces mariages étaient de ceux qui font époque dans la chronique locale. Ils avaient été célébrés avec une pompe inaccoutumée, et la presse locale en avait rendu compte avec force détails. Aussi, le jour de la cérémonie, la foule encombrait-elle les abords de la mairie, et, à l'arrivée de chaque nouvelle voiture, on entendait circuler dans la foule des réflexions comme celles-ci : "Tiens, voilà la mariée de la rue Saint-Jacques !" — "Tiens, voilà le marié de la rue Saint-Jacques !" —